

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (2008)  
**Heft:** 1763

**Artikel:** Ces étrangers qui font la richesse de la Suisse : une étude de l'OCDE  
bouscule le discours populiste  
**Autor:** Delley, Jean-Daniel  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1012380>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 29.01.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

fameuse émission diffusée par *Temps présent*, «*L'honneur perdu de la Suisse*», ne brosse pas un portrait flatteur du pays pendant la deuxième guerre mondiale. Mais, il s'agissait d'une enquête sérieuse, documentée, effectuée avec la volonté de contribuer au débat public sur le rôle de la Suisse pendant les

heures les plus sombres de l'histoire. La Cour a donc estimé que les autorités administratives avaient considéré à tort que la diffusion de cette émission avait violé la concession.

Une presse libre doit pouvoir déplaire, et même au besoin heurter et choquer. Mais, la

liberté s'arrête quand il ne s'agit plus d'informer le public mais de créer le scandale. Une démocratie est une société où la presse est non seulement libre mais aussi responsable. On peut adhérer à cette conclusion. Mais, toute la difficulté – et la limite – est de définir ce qu'est une presse responsable.

## Ces étrangers qui font la richesse de la Suisse

### *Une étude de l'OCDE bouscule le discours populiste*

Jean-Daniel Delley (08 janvier 2008)

Non, il ne s'agit pas des grandes fortunes qui cherchent tranquillité et discrétion dans notre pays. Mais plus simplement des immigrés actifs sur le marché du travail helvétique. Parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) la Suisse connaît la plus forte proportion de résidents étrangers, dépassée par le seul Luxembourg. Et même si elle simplifiait sa procédure de naturalisation, cette proportion resterait plus élevée que dans les pays européens. Dans sa dernière étude économique consacrée à la Suisse, l'OCDE consacre tout un chapitre à notre politique à l'égard des étrangers. Pour montrer à quel point l'immigration a contribué à la richesse du pays et pour recommander de mieux

valoriser ce capital humain.

Entre 1982 et 2005, le produit intérieur brut a crû de 0,9% par an en moyenne. Plus de la moitié de cette croissance (0,5%) est à mettre au compte de la population immigrée.

Certes, mais cette population ne pèse-t-elle pas lourdement sur les assurances sociales? L'OCDE a beau eu chercher, elle n'a pas trouvé la moindre étude exhaustive sur ce sujet.

Même si le nombre des étrangers bénéficiaires de l'aide sociale a progressé ces dernières années, l'organisation estime que les immigrants rapportent plus à l'Etat qu'ils ne lui coûtent. Voilà qui nous change de la dénonciation systématique des «*profiteurs*», médiatiquement montés en épingle à partir de cas particuliers.

Cet apport pourrait même augmenter si la Suisse prenait des mesures telles que la reconnaissance facilitée des diplômes et qualifications acquis à l'étranger, un soutien plus prononcé à l'apprentissage des langues nationales, l'encouragement à la scolarisation précoce des enfants de migrants et l'abandon de la sélection au cycle d'orientation.

Une politique d'intégration tablant sur le développement des compétences et le respect des individus peut contribuer à la prospérité économique. Contrairement aux prétentions des nationalistes conservateurs qui prétendent sauver la patrie par la discrimination et l'isolement.